



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET
DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019-062
du - 8 MARS 2019

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société PERRENOT HERSAND
pour ses installations de dépôt de bouteilles de gaz de pétrole liquéfié
sur le territoire de la commune de GRON**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.181-25, L.512-1, L.513-1, R.181-45 et R.513-1 et suivants ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 4718 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** le récépissé de déclaration n° 2017-1595 en date du 7 octobre 2014 délivré à la société SAS Guy Lefebvre pour son stockage de récipients à pression transportables de 49,9 tonnes classable sous la rubrique n°4718-1 et situé sur le territoire de la commune de GRON ;
- VU** la preuve de dépôt n°A-8-B6A7J7W0V portant déclaration de changement d'exploitant d'une installation classée relevant du régime de la déclaration au bénéfice de PERRENOT HERSAND à partir du 1^{er} mai 2018 ;
- VU** la demande de poursuivre l'exploitation des installations susvisées au bénéfice des droits acquis de la société PERRENOT HERSAND en date du 22 août 2018 ;
- VU** le rapport du 25 janvier 2019 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 25 janvier 2019 ;
- VU** l'absence d'observations du demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT que le décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 susvisé a abaissé le seuil de l'autorisation de 50 tonnes à 35 tonnes pour le stockage de récipients à pression transportables, que l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis conformément aux dispositions des articles L. 513-1 et R. 513-1 du code de l'environnement, et que par conséquent les installations relèvent désormais du régime de l'autorisation préfectorale au sens de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'accidentologie récente en 2017 des stockages de récipients à pression transportables a mis en évidence des incendies de grande ampleur avec potentiellement des risques importants d'effets notamment thermique et de surpression vis-à-vis des tiers ;

CONSIDERANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations constituent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

CONSIDERANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

A R R E T E :

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société PERRENOT HERSAND, dont le siège social est situé Zamenhof exploitation, Route de Romans – BP 14, 26 260, Saint Donat sur l'Herbasse, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de GRON, Zone industrielle de Salcy – Rue nouvelle, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des actes antérieurs restent applicables à l'exception de celles qui sont remplacées ou complétées par les prescriptions complémentaires qui suivent. Notamment, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié susvisé dans sa version antérieure à l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 restent applicables à l'installation.

ARTICLE 1.1.3. Définitions

On entend par :

Aire de stationnement : zone dédiée au stationnement des véhicules de transport de gaz inflammables, gaz toxiques ou GPL, hors présence humaine permanente.

Aire de stockage : zone dédiée à l'implantation de récipients à pression transportables, hors présence humaine permanente.

Récipient à pression transportable : récipient couvert par la section 11 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement : bouteilles, tubes, fûts à pression, ... Les camions citernes ne sont pas considérés comme des récipients à pression transportables au sens du présent arrêté.

Bouteille métallique : Récipient à pression transportable conçu en matériau métallique, pouvant avoir une partie d'autre matériau ne participant pas à la résistance à la pression, d'une capacité en eau ne dépassant pas 150 litres.

Télésurveillance : dispositif permettant la surveillance à distance d'une installation (report de détection incendie ou vidéosurveillance par exemple).

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations sont répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Ce dernier abroge et remplace tout tableau de classement antérieur.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime
47xx	Rubriques nommément désignées	cf. annexe	A

Article 1.2.2. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles 260 et 261 de la commune de GRON.

TITRE 2. GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE DANGERS

Au plus tard le 31/01/2020, l'exploitant élabore et transmet au Préfet, l'étude de dangers de ses installations, conformément à l'article L. 181-25 et définie à l'article D. 181-15-2-III du code de l'environnement.

L'étude de dangers est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'étude de dangers doit présenter les mesures organisationnelles et techniques de maîtrise des risques. Sous réserve de compatibilité du site avec son environnement, l'efficacité des aménagements proposés doit être justifié au regard des éléments de l'étude de dangers.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, une version informatique et une copie papier de ces documents en deux exemplaires, accompagnés le cas échéant de l'échéancier de mise en œuvre des nouvelles mesures.

CHAPITRE 2.2. IMPLANTATION – AMÉNAGEMENT : ACCESSIBILITÉ AU STOCKAGE

Le stockage de gaz inflammable liquéfié est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

CHAPITRE 2.3. EXPLOITATION – ENTRETIEN

Article 2.3.1 Surveillance de l'exploitation

Pendant les heures d'ouverture, l'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'étude de dangers prescrite au chapitre 2.1 du présent arrêté propose la mise en œuvre, dans un délai inférieur à un an à compter de la notification du présent arrêté, d'un dispositif de surveillance de l'installation permettant, en dehors des heures d'ouverture, la détection de tout départ de feu sur les aires de stationnement et les aires de stockage, ainsi que les dispositifs ou actions de mise en sécurité et d'intervention adaptés.

A défaut, les dispositions suivantes sont applicables aux installations dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté :

En dehors des heures d'ouverture, l'exploitant met en œuvre une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance adaptée, permettant la détection de tout départ de feu sur les aires de stationnement et les aires de stockage. En cas de panne de la télésurveillance, le cas échéant, la surveillance de l'installation est assurée par gardiennage.

Les aires de stationnement peuvent être munies de dispositifs permettant l'extinction d'un feu de nappe de liquide inflammable avec déclenchement automatique. Une commande manuelle permettant le déclenchement de dispositifs d'extinction est alors installée suffisamment éloignée des aires de stationnement, de manière à être facilement accessible et manœuvrable en toutes circonstances.

Les installations équipées d'un tel dispositif sont dispensées de la mise en place de la télésurveillance ou du gardiennage des aires de stationnement définis ci-dessus.

L'exploitant définit une procédure à mettre en œuvre en cas de départ de feu sur l'installation. Celle-ci contient notamment :

- la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations ;
- les modalités d'appel de ces personnes compétentes ;
- les modalités d'appel et d'accueil des secours extérieurs au regard des informations disponibles et après levée de doute. Le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;

Les modalités de déclenchement d'un dispositif sonore permettant l'alerte du voisinage.

Article 2.3.2 Contrôle de l'accès

L'accès aux récipients à pression transportables est rendu inaccessible par :

- une clôture grillagée d'au moins 1,80 mètre de hauteur, assortie d'un dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ou tout dispositif équivalent, ou ;
- par un mur d'au moins 2,30 mètres de hauteur accompagné d'un dispositif anti-intrusion sur son dessus (type pique).

Les accès de la clôture ou du mur sont verrouillables et répondent à l'une des caractéristiques suivantes :

- hauteur minimale de 1,80 mètre, assortie du dispositif anti-intrusion de type concertina au sol ou tout dispositif équivalent ;
- hauteur minimale de 2,30 mètres, accompagnée sur le dessus d'un dispositif de lutte contre l'intrusion (piques...) ;
- hauteur minimale de 2,50 mètres sans dispositif de lutte contre l'intrusion.

L'exploitant définit et met en œuvre une procédure d'inspection des véhicules de transport de matière dangereuse à l'entrée du site, lui permettant de s'assurer que les conducteurs inspectent l'état de leur véhicule avant d'accéder à l'installation. Elle précise, qu'en cas d'anomalie (par exemple détection de chauffe anormale des essieux sur les véhicules équipés de témoins de chauffe) l'accès à l'installation n'est autorisé qu'après mise en œuvre d'actions correctives et autorisation formalisée de l'exploitant. Le conducteur actionne le coupe-batterie de son véhicule, s'il en est équipé, durant son stationnement.

L'exploitant met en œuvre ces dispositions dans un délai maximum d'un an à partir de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 3.1. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société PERRENOT HERSAND.

CHAPITRE 3.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
- 2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

CHAPITRE 3.3. EXÉCUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au Sous-préfet de l'arrondissement de Sens,
- au Maire de Gron,
- à la Responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- au Délégué territorial de l'Agence Régionale de la Santé.

Fait à Auxerre, le – 8 MARS 2019

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Directrice de Cabinet


Julia CAPEL-DUNN

